

qu'il eut été accompli ». Il a déclaré que, lorsqu'ils avaient discuté auparavant avec les agents du Pacifique-Canadien, « c'était sur la base des conditions qui existaient effectivement et du précédent déjà créé par le retour d'un grand nombre d'hommes ». Il ne pouvait offrir du changement intervenu dans la politique de l'Espagne aucune explication qui n'ait déjà été fournie par Skelton, c'est-à-dire la croyance erronée que la politique britannique s'appliquerait automatiquement au Canada. C'est pourquoi les « Amis de Mackenzie-Papineau » ont demandé à MacLeod d'intervenir en leur nom auprès du Gouvernement espagnol¹⁶.

Skelton s'est montré prudent comme d'habitude. Il a établi le 21 décembre le projet ci-dessous de memorandum qui décrit comment MacLeod en est venu à occuper de cette affaire:

A. A. MacLeod, de la Ligue pour la paix et la démocratie, a téléphoné aujourd'hui au sujet des dispositions à prendre pour assurer le retour d'Espagne des volontaires canadiens. On l'avait informé, a-t-il dit, qu'on ne disposait plus de fonds à cette fin et certaines organisations canadiennes qui s'intéressent aux volontaires lui avaient suggéré de se rendre en Espagne et d'avoir une entrevue avec le premier ministre, le docteur Negrin, et avec le ministre des Affaires étrangères, M. Del Vayo, qu'il connaissait tous deux, pour tenter de persuader le Gouvernement espagnol de payer le transport des quatre ou cinq cents Canadiens qui attendaient leur retour. Il a demandé si le Gouvernement canadien lui accorderait le visa nécessaire dans le cas où il entreprendrait cette démarche.

Je lui ai dit que le Gouvernement canadien ne s'intéressait pas à la question de la fourniture de fonds en vue du retour de ces volontaires. La seule chose qui l'intéressait dans cette affaire, mise à part la question de la Loi sur l'enrôlement à l'étranger, se limitait à déterminer si les volontaires pouvaient être admis à revenir au Canada. C'est dans ce but (M. MacLeod m'a indiqué qu'il s'en rendait compte) que le ministère de l'Immigration a envoyé en Espagne M. Munro avec le pouvoir de donner à chaque demande de permission la suite qu'elle doit avoir en conformité des lois canadiennes sur l'immigration.

J'ai ajouté cependant que le ministère de l'Immigration nous avait informés que quelques-unes des organisations qui étaient responsables de l'envoi des hommes en Espagne avaient entrepris de réunir des fonds en vue de leur retour. Je n'ai pas pu lui dire quelle serait la suite qui serait donnée à sa demande de visa pour l'Espagne, mais je lui ai exprimé ma certitude que la première chose que l'on ferait serait d'effectuer une enquête sur les initiatives qui avaient déjà été prises. Il était peu probable que nous serions disposés à tenter une tentative visant à éviter ce que l'on nous avait décrit comme étant un engagement précis de procurer des fonds.

M. MacLeod m'a déclaré qu'il n'avait aucun contact avec une quelconque organisation responsable de l'enrôlement ou du recrutement de volontaires. Son organisation avait entièrement borné ses efforts à des objets humanitaires en apportant son secours, en Espagne, gouvernementale, aux réfugiés et aux enfants. Il a cependant admis qu'il craignait que l'éventualité d'une campagne publique de l'autre groupe en vue de réunir des fonds pour rapatrier les volontaires (fonds dont il ne pensait pas que le groupe ait alors effectivement en sa possession) n'influe sur l'appel de fonds fait par son organisation à des fins humanitaires. Je l'ai informé que nous n'avions aucun renseignement direct quant à la question de savoir si l'on s'était procuré des fonds. C'était une affaire qui, je pense, avait été abordée avec les autorités des compagnies de navigation.

Skelton a rédigé le 23 décembre le projet de memorandum supplémentaire suivant:

Le député M. J. W. Coldwell et M. David Lewis¹⁷ sont venus me voir aujourd'hui

¹⁶ J. Taylor à M. J. Coldwell et à D. Lewis, 24 décembre 1938. Copie fournie à O. D. Skelton par les destinataires.

¹⁷ Coldwell était le porte-parole de la Cooperative Commonwealth Federation (il est devenu le leader du parti après la mort de Woodsworth) et Lewis était le secrétaire national de la C.C.F.